

Projet de loi portant introduction d'un transfert de données de l'Administration des contributions directes vers l'Administration du cadastre et de la topographie et portant modification :

- 1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;**
- 2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**
- 3° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;**
- 4° de la loi modifiée du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ;**
- 5° de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA**

Le projet de loi a pour objectif, d'une part, d'introduire une base légale pour un transfert de données entre l'Administration des contributions directes (ACD) et l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT) dans le cadre des travaux sur la réforme de l'impôt foncier, l'impôt à la mobilisation de terrains et l'impôt sur la non-occupation de logements et, d'autre part, de proposer des adaptations ponctuelles à diverses lois.

Le second volet du présent projet de loi a pour objet d'apporter des modifications à plusieurs lois.

En ce qui concerne la loi modifiée du 4 décembre 1967 sur l'impôt sur le revenu (« L.I.R. »), les modalités selon lesquelles l'employeur communique à l'ACD la liste des salariés ayant bénéficié d'une prime participative sont précisées.

Il est également prévu de revoir le traitement fiscal des contribuables ayant opté pour le partage de l'allocation familiale conformément à l'article 273 du Code de la sécurité sociale. Alors que l'article 123, alinéa 9 L.I.R. détermine désormais les modalités d'attribution de la modération d'impôt en présence d'un enfant qui, en raison d'une résidence alternée, vit alternativement sous le toit de ces deux parents, à l'un des deux, le présent projet de loi entend accorder au parent qui ne bénéficie pas de la classe d'impôt 1a la bonification d'impôt pour enfant de 922,5 euros par enfant. Cette bonification est dégressive en fonction du revenu du parent bénéficiaire et ne s'applique qu'aux années d'imposition 2025 et 2026.

En outre, le présent projet de loi vise à adapter de façon ponctuelle la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF), en incluant la société par actions simplifiée dans le champ du type de sociétés pouvant adopter le statut de SPF.

La modification envisagée de la loi du 25 novembre 2014 relative à la procédure d'échange de renseignements sur demande en matière fiscale a pour objet de tenir compte des implications découlant de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 26 septembre 2024 (affaire C-432/23), rendu sur renvoi préjudiciel de la Cour administrative.

Enfin, il est proposé de modifier la loi modifiée du 10 août 2018 relative à l'organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED). Compte tenu de l'évolution rapide des règles fiscales en particulier en matière de TVA et du renforcement de la coopération accrue en matière de lutte contre la fraude, il convient de doter la direction de l'AED d'un poste supplémentaire de directeur adjoint, spécialisé en TVA et en contentieux fiscal, en vue de garantir une meilleure gestion des évolutions législatives et des enjeux internationaux. Le nombre de directeurs adjoints sera ainsi porté de trois à quatre.